

UNAMIR

CORRESPONDENCE

15 DEC 1994 - 10 JUNE 1995

GOVERNMENT OF RWANDA

MINISTRY OF INTERIOR

UNCLASSIFIED

EL/WG MAY 2009

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-1060

BOX 22

FILE 3

ACC. 1998/0281



UNAMIR - MINUAR

Date: Kigali, 10 juin 1995

Ref: CIVPOL/LETTER/25/95

Excellence,

OBJET: Enquête sur l'assassinat du Préfet de Butare

Suite à votre lettre N° 435/06-07 du 7 mars 1995, une équipe de l'Unité d'Enquête Spéciale (SIU) a mené une enquête préliminaire du 14 au 16 mars 1995 sur l'assassinat du Préfet de Butare et a déposé son rapport.

Par lettre en date du 20 mars 1995 je vous ai fait parvenir les recommandations de cette équipe visant à assurer une bonne conduite de l'enquête. A ce jour je n'ai reçu de votre part aucune réponse par rapport aux dites recommandations. Dans le même temps, il m'est revenu de façon informelle que l'enquête serait actuellement sous la responsabilité d'un Procureur Militaire.

Néanmoins le Chef de l'Equipe Spéciale d'Investigation (SIU) et le Directeur de la Police Civile de la MINUAR (CIVPOL) que j'ai désignés pour représenter la MINUAR dans le cadre de cette enquête ont tenté, mais en vain, de rencontrer le Capitaine Joseph Nzabanita, Procureur Militaire.

Le 30 mai, le Capitaine Dan M. de l'Etat-Major de la Gendarmerie Nationale qui s'est présenté à mon équipe comme désigné par le Ministre de la Défense pour les mêmes fins, a promis d'organiser une rencontre avec les différentes parties.

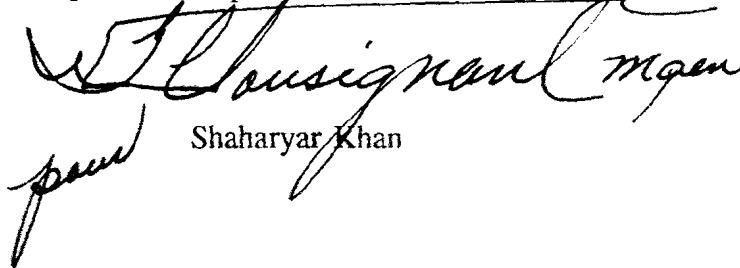
Depuis, cet officier est inaccessible et serait selon l'officier de liaison du RPA auprès de la MINUAR en déplacement pour 10 jours.

En raison de ce qui précède, il est à déplorer un manque de collaboration réel entre l'équipe de la MINUAR, dont vous même avez demandé l'assistance, et les autorités rwandaises ayant la charge de l'enquête.

Une assistance fructueuse de la MINUAR concourant à la manifestation de la vérité ne pourra se faire que dans le cadre d'une collaboration étroite entre les différentes parties chargées de l'enquête.

Aussi je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître les mesures que vous voudriez bien prendre afin que conformément à votre requête la MINUAR puisse bénéficier de la plus étroite collaboration, condition sine qua non de sa participation à cette enquête.

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général


Shaharyar Khan

S.E. M. Alphonse Marie NKUBITO
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
Kigali (Rwanda)

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTRE DE LA JUSTICE

B.P. 160 Kigali

PRISON CENTRALE DE KIGALI

Kigali, le 25 Janvier 1995

N° 17/06.15

Reg 86
26/11

Réf. N° :

Monsieur le Représentant de la Police
Civile de la MINUAR

Annexe :

KIGALI

Objet : Demande d'un véhicule pour le
transport du bois de chauffage
de la Prison Kigali.

Monsieur le Représentant,

Suite à notre entretien lors de votre
dernière visite à la Prison Centrale de Kigali, j'ai l'honneur de vous
demander de mettre à notre disposition un camion pour le transport du bois
de chauffage et de la nourriture pour les détenus.

En effet, le CICR nous fournit de la
nourriture pour les prisonniers et nous éprouvons un grand problème pour
trouver du bois de chauffage pour faire la cuisine de la nourriture des
prisonniers. Ce véhicule servirait aussi au transport des détenus en transfert.

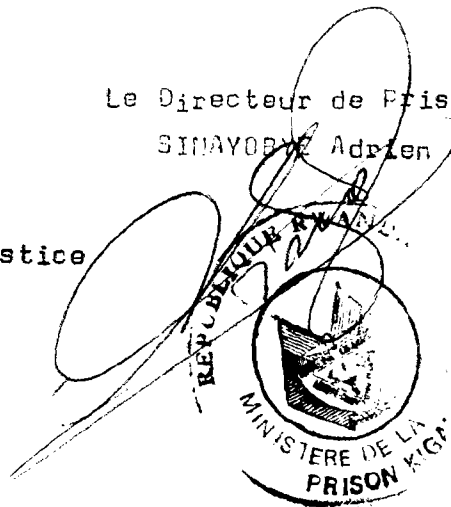
Espérant une suite favorable à ma demande,
je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant de la Police Civile de la
MINUAR, l'expression de ma très haute considération.

Le Directeur de Prison

SINAYOBWE Adrien

Copie pour information à:

- Monsieur le Ministre de la Justice
KIGALI.





UNAMIR - MINUAR

Date: Kigali, 23 janvier 1995
Ref: CIVPOL/LETTER/2/95

Monsieur le Procureur,

J'accuse réception de votre lettre sans No. en date du 5 janvier 95.

Je vous en remercie et vous renouvelle la volonté et la disponibilité de l'ensemble du personnel de CIVPOL de collaborer étroitement comme par le passé, avec vos services.

Je tiens aussi à vous assurer du soutien constant de la MINUAR, dans les limites de ses possibilités et de son mandat.

Concernant votre requête, je vous informe que j'ai aussitôt rendu compte à Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des difficultés d'ordre matériel que rencontre le Parquet, mais aussi les besoins indispensables au bon fonctionnement de vos services.

Votre demande a favorablement retenu l'attention de Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général qui aussitôt en a confié l'examen à son Cabinet.

Je puis ainsi vous assurer que je veillerai personnellement au suivi du dossier et vous tiendrai informé de la suite qui lui sera réservée.

Tout en vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer Monsieur le Procureur de la République, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chef de la Police Civile
de la MINUAR


C.O. Diarra

Monsieur le Procureur de la République
Parquet de la République
Kigali (Rwanda)

cc: - S.E. Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général des Nations Unies

- Bureau de Liaison SRSG/CIVPOL



Conting

A: SRSB
DE: CIVPOL Commissioner
Info: Liaison Officer OSRSG/CIVPOL
OBJET: Demande d'assistance de Monsieur
le Procureur de la République de Kigali

Date: 23/1/95

Réf.: CIVPOL/Memo/65/95

J'ai l'honneur de vous faire parvenir copie de la correspondance de Monsieur le Procureur de la République de Kigali, relative à une demande d'assistance auprès de la MINUAR (CIVPOL) portant notamment sur l'octroi d'un véhicule pour les enquêtes sur le terrain.

Vous vous souviendrez que suite à l'entretien que j'ai accordé à Monsieur le Procureur de la République en date du 7/11/94 (référence ma lettre n° CIVPOL/MEMO/15/94 du 12/11/94), celui-ci avait sollicité l'assistance de la MINUAR (CIVPOL) en besoins divers dont la liste vous a été communiquée.

En réponse à sa présente requête, j'ai notifié à Monsieur le Procureur de la République que la MINUAR a pris bonne note de ses besoins et que sa demande est en train d'être examinée au niveau de votre Cabinet.

Aussi est-il souhaitable, compte tenu de l'esprit de parfaite collaboration et de très grande disponibilité dont Monsieur le Procureur de la République a toujours fait montre à l'endroit de CIVPOL, que la dite requête soit examinée avec bienveillance dans les limites des ressources disponibles, et s'inscrive dans une forme générale d'assistance aux services judiciaires du Rwanda.

Reg 55
20/1
0

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA JUSTICE
PARQUET DE LA REPUBLIQUE
B.P. 136 KIGALI
RWANDA

Kigali, le 05 janvier 95

Colonel Cheik OMAR Diarra
CIVIPOL Commissionner
CIVIPOL Head Quarter
UNAMIR

Mon Colonel,

Lors de ma visite à votre quartier général, je vous ai parlé de la collaboration qui existait entre le Parquet de la République et la CIVIPOL notamment dans certaines enquêtes délicates où le Parquet avait pu bénéficier de l'apport technique et l'expérience des officiers de la CIVIPOL. Je vous avais exprimé ma disponibilité pour la continuité de cette collaboration.

Au cours de notre entretien, je vous avais parlé des difficultés auxquelles le Parquet est confronté surtout l'absence d'un véhicule pour faire des enquêtes sur terrain.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous renouveler ma demande d'appui.

Tout en espérant en votre compréhension, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef d'Etat-Major, l'assurance de ma très haute considération.

Le Procureur de la République
NSANZUWERA François Xavier





UNAMIR - MINUAR

Date: Kigali, 23 janvier 1995
Ref: CIVPOL/LETTER/2/95

Monsieur le Procureur,

J'accuse réception de votre lettre sans No. en date du 5 janvier 95.

Je vous en remercie et vous renouvelle la volonté et la disponibilité de l'ensemble du personnel de CIVPOL de collaborer étroitement comme par le passé, avec vos services.

Je tiens aussi à vous assurer du soutien constant de la MINUAR, dans les limites de ses possibilités et de son mandat.

Concernant votre requête, je vous informe que j'ai aussitôt rendu compte à Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des difficultés d'ordre matériel que rencontre le Parquet, mais aussi les besoins indispensables au bon fonctionnement de vos services.

Votre demande a favorablement retenu l'attention de Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général qui aussitôt en a confié l'examen à son Cabinet.

Je puis ainsi vous assurer que je veillerai personnellement au suivi du dossier et vous tiendrai informé de la suite qui lui sera réservée.

Tout en vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer Monsieur le Procureur de la République, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chef de la Police Civile
de la MINUAR


C.O. Diarra

Monsieur le Procureur de la République
Parquet de la République
Kigali (Rwanda)

cc: - S.E. Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général des Nations Unies

République Rwandaise
Parquet de Kigali

Kigali le 10/01/1995

B. P. 136

KIGALI

Kigali Secteur
To arrange with R.P.

done on 12/1/95

M. D. CIVPOL COMMISSIONER

CIVPOL HQ

UNAMUR

KIGALI

Monsieur,

Comme convenu, lors que vos agents de Police nous ont fait parvenir cinq personnes arrêtés en Préfecture de Gikongoro pour y avoir commis des infractions de droit commun, nous avons accepté de garder les précités dans la prison de Kigali parce que celle de Gikongoro n'était pas encore en activité; à condition de nous faciliter leur transfert à Gikongoro en cas de besoin car en principe seul le Parquet de Gikongoro est compétent pour les poursuivre.

C'est pourquoi, Monsieur le Responsable de CIVPOL ~~COMMISSIONER~~, nous vous prions de nous aider pour ce transport car nous ne disposons pas de véhicule pour le faire nous-même.

Le Procureur de la République
Le Substitut de Procureur

*Kigali Secteur
Prison de Kigali*

10/03/1994

*UPOL COMMISSIONER
CIVIL H Q*

**Objet: Transfert des
détenus.**

Monsieur le Ministre de la Justice

KIGALI-

Monsieur le Ministre,

Vi les dossiers judiciaires **BNF:5151/811/3**
BNF:5152/811 et **BNF:5153/811** ouverts à charge des nommés **HABUKUNA** et **ORT, NTERUSHAMABO**
et **ORT**, ainsi que **EUFABULINGOGA** poursuivis du chef d'infraction de droit commun
scandale.

Considérant que les précités ont été arrêtés à
Gihungiro par la Police de la MINUAR et conduits à la Prison de Kigali sans prétexte
que la Prison de Gihungiro n'était pas encore réouverte et que néanmoins cette
dernière Prison fonctionne;

J'ai l'honneur de vous demander de transférer
les précités de la Prison de Kigali à celle de Gihungiro par la MINUAR sous le prétexte
de leur faciliter ce transfert en raison de l'absence de...

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

ESAREMERA François-Xavier

P.O. Habushuti Goubet

Copie pour information à:

Monsieur le Directeur de Prison

KIGALI-

UR 6 BUT
L. EL Tiare
M. au Poulet
C

Reg 55
20/1
I

**REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA JUSTICE
PARQUET DE LA REPUBLIQUE
B.P. 136 KIGALI
RWANDA**

Kigali, le 05 janvier 95

Colonel Cheik OMAR Diarra
CIVIPOL Commissionner
CIVIPOL Head Quarter
UNAMIR

Mon Colonel,

Lors de ma visite à votre quartier général, je vous ai parlé de la collaboration qui existait entre le Parquet de la République et la CIVIPOL notamment dans certaines enquêtes délicates où le Parquet avait pu bénéficier de l'apport technique et l'expérience des officiers de la CIVIPOL. Je vous avais exprimé ma disponibilité pour la continuité de cette collaboration.

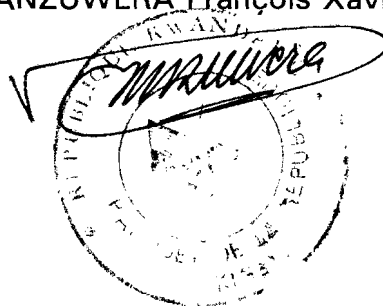
Au cours de notre entretien, je vous avais parlé des difficultés auxquelles le Parquet est confronté surtout l'absence d'un véhicule pour faire des enquêtes sur terrain.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous renouveler ma demande d'appui.

Tout en espérant en votre compréhension, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef d'Etat-Major, l'assurance de ma très haute considération.

Le Procureur de la République

NSANZUWERA François Xavier



REPUBLICQUE RWANDAISE



MINISTRE DE LA JUSTICE

B.P. 160 Kigali

Kigali, le 15 DEC. 1994

N°

Reg 282

16/12

Informing

V. Copie
to Kigali
Copy

Réf. N°:

Annexe :

Objet

A QUI DE DROIT.

L'EQUIPE DU COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME,
ESCORTEE PAR DES ELEMENTS DE LA MINUAR, EST AUTORISEE A TRANSFERER MONSIEUR HAJAMBERE
DE KIBUNGO A KIGALI POUR LAISSER LA JUSTICE SUIVRE SON COURS NORMAL.

FAIT A KIGALI LE. 15 DEC. 1994

LE MINISTRE DE LA JUSTICE
NKUBITO ALPHONSE MARIE.

COPIE POUR INFORMATION A:

-MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA
REPUBLIQUE
KIBUNGO

6 MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA
REPUBLIQUE
KIGALI.

